

CONTRIBUTION DU GIMELEC

Dispositif de préfinancement par le TURPE des colonnes horizontales en copropriété

Le GIMELEC fédère les entreprises de la filière électronumérique française. Nos adhérents conçoivent, fabriquent et déploient les solutions d'électrification, d'automatisation et de digitalisation pour l'industrie, les bâtiments, la mobilité, les infrastructures énergétiques et numériques. Les adhérents du GIMELEC impliqués dans le développement des solutions techniques d'IRVE sont donc particulièrement concernés par le cadre réglementaire du financement des infrastructures de recharges fixé par la CRE.

Le développement de la mobilité électrique en tant que levier majeur de décarbonation fait depuis longtemps partie des convictions du GIMELEC qui participe à la dynamique de déploiement des infrastructures de recharge de véhicules électriques dans les copropriétés.

La loi Climat et résilience a introduit la possibilité pour les gestionnaires du réseau public de distribution d'électricité de proposer aux copropriétés une solution de préfinancement d'infrastructures de recharge en immeuble¹. Les modalités de calcul et d'application de cette prise en charge par l'opérateur du réseau public de distribution via le TURPE appellent un certain nombre de remarques de la part du GIMELEC.

Le pilotage mutualisé de la recharge dans l'angle mort du projet de décret

Le GIMELEC relève tout d'abord que la proposition de la CRE n'est pas en cohérence avec l'arrêté du 23 décembre 2020 portant sur le pré-équipement des bâtiments résidentiels². Ce dernier précise le dimensionnement des IRVE « *en tenant compte des possibilités d'optimisation de l'énergie par foisonnement naturel et pilotage des points de recharge* ». Le GIMELEC s'interroge donc sur l'articulation entre ce texte en vigueur et la proposition de la CRE.

Les modalités de calcul de la présente consultation semblent acter le fait qu'aucun pilotage de la grappe de raccordement individuels ne sera mis en œuvre dans le schéma de raccordement proposé par les GRD. Ce choix porte le risque de conduire à un surdimensionnement de la puissance demandée par rapport à ce que permettent certaines solutions techniques de pilotage disponibles sur le marché. Au surplus, ce risque s'inscrit dans un contexte où la sensibilité au coût de l'électricité est très forte et où les investissements hors IRVE sur les réseaux sont amenés par ailleurs à fortement augmenter.

En effet, pour le dimensionnement de la colonne horizontale, Enedis propose de retenir un facteur de foisonnement entre points de recharge de 0,4, sur la base de premières expérimentations limitées. Or, en l'absence de pilotage mutualisé de ces points de recharge, aucune garantie ne protège d'un appel de puissance ponctuel entraînant un dépassement de la valeur de dimensionnement (par exemple, la veille

¹ Décret n° 2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs en application des articles L. 353-12 et L. 342-3-1 du code de l'énergie. Disponible via : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046321828>

² Arrêté du 23 décembre 2020 relatif à l'application de l'article R. 111-14-2 du code de la construction et de l'habitation. Disponible via : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042739815>

d'un long week-end ou d'un départ en vacances), au risque de provoquer un déclenchement des protections électriques, l'indisponibilité de la recharge et la nécessité d'une intervention du GRD.

Le GIMELEC invite donc le régulateur à considérer les possibilités offertes par le pilotage de la puissance en reprenant la notion de pilotage existante dans le décret 2020, en cohérence avec la présente proposition. Cela permettrait de conserver le coefficient de foisonnement de 0,4 estimé par Enedis sans risque dommageable pour la disponibilité de l'infrastructure et pour ses usagers.

Offrir à l'utilisateur le choix de sa solution : la garantie d'un bon déploiement des IRVE dans la durée

Le GIMELEC tient à mettre à l'attention du régulateur l'intérêt de l'utilisateur final qui devrait pouvoir disposer d'une garantie de choix entre une solution sans pilotage et une solution avec pilotage mutualisé.

- Si la solution « hors pilotage mutualisé de la recharge » présente l'avantage de proposer des modalités contractuelles simplifiées (un contrat et un interlocuteur unique), elle comporte cependant un risque de surdimensionnement et n'offre pas de garantie de non-dépassement momentané de la puissance de raccordement de la colonne horizontale, au risque de déclencher les protections et d'entraîner une période d'indisponibilité de l'infrastructure avant l'intervention du GRD.
- La solution « avec pilotage mutualisé de la recharge » fait quant à elle intervenir un tiers en charge du pilotage, en contrepartie d'un coût de raccordement plus modéré et d'une garantie de respect des puissances raccordées, et *in fine* de la qualité de service. Cette fonctionnalité apporte en outre une possibilité d'activation de flexibilité en cas d'urgence, comme la France a pu l'expérimenter cet hiver, contribuant à la résilience collective du système électrique.

Le GIMELEC est convaincu qu'un équilibre entre les deux schémas est nécessaire, le risque étant qu'un cadre réglementaire exclusivement tourné vers un schéma « hors pilotage » ne vienne éliminer *de facto* tout l'apport que pourrait apporter à l'avenir une solution « avec pilotage », ce qui reviendrait d'un point de vue collectif à s'interdire le recours à une chaîne de valeur innovante et précieuse pour le réseau.

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Le GIMELEC tient à souligner le rôle déterminant des modalités de détermination de la puissance pour le coût de l'ensemble de l'infrastructure collective. En effet, à travers la formule de calcul de la puissance demandée, c'est aussi bien le dimensionnement du raccordement que celui de la colonne horizontale elle-même qui est impacté.

Ainsi, le risque d'une inflation des coûts en cas de surdimensionnement doit conduire le régulateur à être vigilant quant aux hypothèses de calcul retenues. Le pilotage énergétique à l'échelle du bâtiment est un élément incontournable de la résilience des réseaux et de l'acceptabilité économique et sociale de l'électrification - ce constat vaut particulièrement pour les IRVE.

Le GIMELEC invite donc le régulateur à considérer les possibilités offertes par le pilotage de la puissance, qui doit permettre un dimensionnement et une exploitation optimisée l'infrastructure.

Dans le cas d'un raccordement mutualisé des bornes au réseau de distribution (schémas 1, 2 et 3), le recours au pilotage de la puissance permettrait de réduire de manière significative la puissance unitaire de référence (de l'ordre de 2 kVA au lieu de 6 kVA pour un parking de taille moyenne ou grande) tout en garantissant la continuité de service. Dans le cas de raccordements individuels de chaque borne au réseau de distribution (schéma 4), une telle optimisation n'est pas disponible sans pilotage mutualisé.

En conséquence, le GIMELEC recommande au régulateur d'imposer au GRD la proposition alternative obligatoire d'un schéma de pilotage mutualisé de la recharge, en faisant apparaître les coûts de l'infrastructure collective selon qu'il y a ou pas mise en œuvre d'un tel pilotage.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Le GIMELEC considère que la même flexibilité doit être offerte pour les raccordements individuels des points de recharge que pour les raccordements résidentiels. En ce sens, conserver les paliers techniques existants, sans forcément en créer de nouveaux, est cohérent.

Cependant, le GIMELEC invite le régulateur à prendre des mesures visant à garantir aux utilisateurs finaux la possibilité de souscrire la puissance juste nécessaire au kVA près. Cela offrirait l'avantage de prendre en compte l'ensemble des différents profils de consommation des usagers et des équipements associés (prise domestique renforcée, borne inférieure à 7,4 kW, etc.).

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Le GIMELEC considère qu'un coefficient de foisonnement de 0.4 est adapté uniquement en cas de pilotage collectif de la recharge. Pour ce cas de figure, le GIMELEC est en accord avec la proposition de la CRE de fixer des coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements.

A l'inverse, dans le cas de raccordements individuels sans pilotage mutualisé, il est vraisemblable que la simultanéité des recharges à certaines périodes (par exemple, à la veille de week-end, lorsque les propriétaires de véhicules électriques s'assurent d'avoir le plein pour le lendemain) entraîne un foisonnement moins favorable. La probabilité est alors forte de dépasser ce coefficient de 0.4, ce qui pose le risque de dépassement de la puissance de raccordement de la colonne horizontale et donc du déclenchement des protections.

Exemple : parking de 100 places dimensionné à 70% à 6kVA à 0,4 = 168kVA.

Cela sera atteint si 23 utilisateurs chargent à 7,4 kVA, soit seulement un tiers des utilisateurs. On ne peut donc exclure de dépasser occasionnellement les calibres des protections lorsque le parking sera équipé à capacité maximale, entraînant une interruption de service et l'intervention du GRD pour le rétablir. Pour conserver une certaine marge, le coefficient de foisonnement devrait alors, sans pilotage, être de 0,5 voire 0,6.

En revanche, avec le même exemple, en cas de présence d'un système de pilotage, il est possible de réduire momentanément la puissance individuelle des bornes en cours de charge pour rester dans le dimensionnement du raccordement.

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

Le GIMELEC considère que la dissociation des seuils plafond en fonction de la nature du parking est essentielle pour conserver l'incitation des acteurs à proposer des solutions d'aménagement compétitives. Le risque plus général est de faire de la solution publique le choix par défaut et de référence pour tous les projets, au détriment des solutions proposées par des acteurs privées et de l'optimisation générale en termes de coûts de l'infrastructure.

Au vu des données fournies par Enedis, le GIMELEC note un surcoût de 8000 € par place en extérieur environ³, dont 6000 € seraient à prendre en charge par le TURPE en coûts échoués. Ces montants invitent à recommander au préalable une analyse global d'impact sur le TURPE d'une prise en charge via un seuil plafond qui ne correspondrait pas aux coûts réels.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Le GIMELEC note que les scénarios 1 et 2 ne diffèrent que de façon marginale. C'est davantage le mécanisme en lui-même qui doit être placé au centre des attentions, afin de mieux refléter les coûts réels et de conserver une incitation pour les acteurs du marché à proposer des solutions à moindre coût.

En effet, l'encadrement de la quote-part entre des seuils plancher et plafond tel que proposé par la CRE pourrait limiter la compétitivité de la solution du GRD dans les situations de copropriétés les plus « faciles » à équiper, et « artificiellement » plus compétitive en revanche pour les copropriétés les plus complexes (en particulier parkings extérieurs). La compensation des charges induites par l'application du plafond par les recettes supplémentaires amenées par le plancher repose sur l'atteinte ambitieuse d'un équilibre entre les deux qui n'est pas démontré.

S'agissant du seuil plancher en particulier, le GIMELEC relève que les données sur lesquelles repose l'analyse ne prennent pas en compte les coefficients de foisonnement permis par le décret de décembre 2020 (absence de pilotage). En outre, le retour de membres du GIMELEC indique que les montants peuvent être bien inférieurs dans certains cas à ceux mentionnés dans la consultation. Dès lors, le niveau du plancher tel que proposé par la CRE (~425 €) apparaît trop élevé par rapport aux coûts réels dans certaines configurations d'immeubles. Le GIMELEC invite le régulateur à revoir le niveau du plancher proposé pour le faire mieux correspondre aux coûts réels selon la configuration de parking.

En synthèse, le GIMELEC souhaite porter à l'attention du régulateur le risque de distorsion de

³ Calcul du coût moyen par place réalisé à partir des estimations d'Enedis présentées dans la consultation

concurrence qu'entraînerait un mauvais équilibre de ce mécanisme, qui risquerait :

- D'une part de rendre prohibitive la solution du GRD en cas de plancher trop élevé, allant ainsi à l'encontre du principe même d'un préfinancement de la solution publique ;
- D'autre part de peser à la hausse de manière significative sur le niveau du TURPE en cas de compensation insuffisante des charges induites par l'application du plafond.

Question 6 : *Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?*

La différence est limitée. Même commentaire que question 5.

Question 7 : *Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?*

Le GIMELEC considère que ces travaux annexes ne doivent pas être intégrés dans les calculs des plafonds. En revanche, il conviendrait de faire obligation au GRD d'établir un devis, ou de faire établir un devis, pour que la copropriété puisse prendre ses décisions en toute connaissance de cause.

Question 8 : *Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux*

Le GIMELEC partage la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées, dans le but d'alerter en cas de risque d'abus de position dominante d'un acteur sur le marché. Un « observatoire », rattaché à la CRE, incluant l'ensemble des acteurs agissant sur ce marché, remplirait ce rôle de manière adéquate et pourrait en sus formuler des recommandations quant à l'évolution des tarifs.

Question 9 : *Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?*

Le GIMELEC est favorable à cette proposition qui évite tout risque de distorsion de concurrence en traitant de manière indifférenciée l'ensemble des solutions de raccordement des IRVE. Cette égalité de traitement se matérialisera aussi par des délais avant pénalité identiques quel que soit le schéma de raccordement retenu.

Question 10 : *Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?*

Voir en première page sur l'importance de prendre en considération le pilotage mutualisé de la recharge.

